

Monsieur le Président,

Suite à votre refus de libérer sous caution trois militants et un photographe freelance, et en réponse à la proposition que vous avez faite à Salekhard d'entamer un dialogue sur l'avenir de l'Arctique, je vous demande d'accepter de me rencontrer de toute urgence.

Je suis bien entendu disposé à me rendre sur le lieu de votre convenance mais, dans la mesure du possible, je souhaiterais que cette rencontre ait lieu en Russie, et dans les meilleurs délais.

À la différence des grands dirigeants avec lesquels vous avez l'habitude de traiter, je n'aurai pas le pouvoir ou l'influence d'un gouvernement derrière moi. Je viendrai simplement en tant que représentant des millions de personnes qui, dans le monde entier et notamment en Russie, réclament la libération des 30 femmes et hommes courageux détenus à Mourmansk.

Leur sort est un sujet d'inquiétude mondiale. C'est pourquoi je viendrai vous voir avec une proposition. Je suis disposé à m'expatrier en Russie le temps que cette affaire soit réglée, ainsi qu'à me porter garant de la bonne conduite des militants de Greenpeace pour qu'ils obtiennent leur libération sous caution. Ces militants, comme tous les membres de Greenpeace, ne se croient pas au-dessus des lois. Nous sommes prêts à assumer les conséquences de nos actes, à condition que celles-ci soient conformes au code pénal du pays concerné, comme toute personne raisonnable le conçoit.

Vos déclarations laissent clairement entendre que vous ne considérez pas nos militants comme des pirates. Pourtant, c'est justement de piraterie qu'on les accuse. Vous, comme des millions de personnes dans le monde, savez bien qu'ils sont accusés d'un crime qu'ils n'ont pas commis, d'un crime imaginaire. Vous avez-vous-même dit un jour que vous admiriez les organisations comme Greenpeace, et que nos actions attiraient votre sympathie. Je vous propose en échange de la libération sous caution de ces citoyens, de me porter garant du fait que les 28 militants de Greenpeace International répondront de leurs actes de protestation pacifique conformément au code pénal russe.

Comme nous le savons vous et moi, les actes de manifestants pacifiques ne sauraient être qualifiés, en droit, de « piraterie ». Je vous demande donc de mettre en œuvre tous les moyens dont vous disposez, en tant que Président de la Fédération de Russie, pour que les accusations démesurées de « piraterie » portées à leur encontre soient abandonnées, et pour que toute autre inculpation qui serait prononcée soit conforme à la législation russe et au droit international. Par ailleurs, je vous demande, avec respect, que les deux reporters indépendants, qui ne sont pas membres de Greenpeace, soient immédiatement libérés.

Le lendemain de l'arrestation de nos militants, le Groupe d'experts international sur l'évolution du climat, rattaché aux Nations Unies, publiait un nouveau rapport qui nous met en garde, une fois de plus, contre la menace qui pèse sur nous tous, sur votre pays, le mien et le monde entier : les dérèglements climatiques. Ce rapport, élaboré par les plus grands scientifiques internationaux, nous dit que nous ne pouvons pas nous permettre d'explorer et d'exploiter de nouvelles réserves de combustibles fossiles. C'est pour cette raison que nos militants estimaient avoir le devoir d'agir – ce qu'ils ont fait de façon pacifique et avec tout le respect que mérite votre nation.

Mon expérience personnelle en tant que militant anti-apartheid m'a appris que le dialogue était essentiel, et que dans le but de trouver un terrain d'entente, nous devons être ouverts à la discussion. Je pense que ma proposition de venir à Moscou pour vous rencontrer et y

demeurer va dans ce sens. Cette affaire qui dure ne profite à personne, ni à votre grand pays, ni surtout aux proches des personnes incarcérées.

J'ai bien conscience des risques que je prends en allant en Russie. L'an dernier, j'ai moi-même participé à une action pacifique quasiment identique à celle qu'on menée mes collègues. L'année dernière, les gardes-côtes russes étaient présents lors de notre action. Ils ont refusé d'intervenir à la demande de Gazprom car ils savaient que nous ne représentions aucune menace pour la sécurité des personnes ou des biens. Mais un an plus tard, les militants qui ont reproduit le même scénario sont accusés de piraterie et risquent de passer des années en prison. En venant en Russie, je n'espère pas que le même sort me soit réservé, mais c'est un risque que je suis prêt à prendre afin que vous et moi puissions trouver un terrain d'entente.

Kumi Naidoo

Directeur exécutif
Greenpeace International